

Les hydrauliciens haussent le ton

Grève et manifestation devant le Parlement Européen

Le 13 mars représentera, à n'en pas douter, une journée clef dans la défense du service public de l'hydraulique.

À l'appel de l'interfédérale, les hydrauliciens ont frappé fort, plus de 500 manifestants sont venus exprimer leur désaccord devant le Parlement européen.

De nombreux rassemblements étaient organisés dans les unités. La grève a été massivement suivie avec des chiffres de plus de **77 % de grévistes dans les unités de production et 72 % au niveau de la DPIH d'EDF.**

FO Énergie et Mines remercie vivement toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés contre la casse de l'hydraulique.

Le rassemblement devant le Parlement européen a représenté un symbole fort, c'est là qu'a commencé il y a une trentaine d'années la déréglementation de l'électricité votée en 1996. C'est une mise en demeure de la Commission européenne, plus précisément de Mme VESTAGER, Commissaire à la concurrence, qui a mis le feu aux poudres.

Tout au long de cette journée, l'interfédérale a rencontré plusieurs parlementaires européens représentant différents groupes parlementaires ainsi que différents organes de presse.

Face à ce mouvement puissant, la balle est maintenant dans le camp du Gouvernement PHILIPPE-HULOT qui a fait, dans le dos d'EDF et des syndicats, des propositions inacceptables à la Commission européenne, pour soi-disant sortir de l'impasse.

Ces propositions représentent une totale capitulation !

Non seulement le gouvernement est **prêt à ouvrir à la concurrence, mais en plus il prétend interdire à EDF de gagner certaines concessions** même si EDF est le mieux-disant dans tous les domaines !

Nous rejetons l'ouverture des marchés qui a été un échec retentissant et nous demandons qu'un bilan contradictoire en soit réalisé.

Les hydrauliciens haussent le ton

Grève et manifestation devant le Parlement Européen

Nous rappelons qu'**aucun pays européen n'a ouvert l'hydroélectricité à la concurrence** et nous refusons que les hydrauliciens et EDF soient sacrifiés par le Président de la République pour faire plaisir à la Commission européenne.

Nous rappelons que l'hydraulique est non seulement un outil essentiel à la transition énergétique et que sa gestion nationale constitue un optimum économique. Nos barrages participent à différentes missions d'intérêt général de gestion de l'eau (irrigation, tourisme, eau potable...).

Nous refusons la casse de l'hydraulique, prélude à la casse d'EDF et la privatisation de cette partie essentielle du Service public de l'énergie.

D'autres solutions juridiques existent. L'intersyndicale sera d'ailleurs reçue par la députée BATTISTEL, en charge d'une mission sur ce sujet, la semaine prochaine à l'Assemblée nationale.

Cela fait 12 ans que la loi de 2006 ouvrant l'électricité à la concurrence a été votée ! Cela fait deux ans et demi que la mise en demeure de la Commission européenne a été adressée à la France.

Plus que jamais, l'interfédérale a montré la force des hydrauliciens quand ils sont unis. Et ils démontrent encore une fois leur capacité de résistance.

Avec les élus de nos vallées, avec tous ceux qui pensent que **le Service public reste une valeur fondatrice de notre République**, avec tous ceux qui ne veulent pas voir un système qui fonctionne **détricoté pour le bénéfice d'intérêts privés**.

FO continuera à œuvrer au sein de l'interfédérale pour défendre le Service public de l'énergie dont l'hydraulique est une composante essentielle !